

**Déclaration de M. Scott Morris, Gouverneur suppléant temporaire pour les États-Unis  
aux Assemblées annuelles de la Banque africaine de développement  
9-10 juin 2011**

Monsieur le Président de la Banque,  
Honorables invités,  
Mesdames, messieurs,

C'est pour moi un plaisir de vous donner lecture de la déclaration du gouverneur représentant les États-Unis à cette 46<sup>e</sup> Assemblée annuelle de la Banque africaine de développement. Les États-Unis félicitent nos hôtes portugais pour leur hospitalité chaleureuse et apprécient le travail ardu accompli par le personnel de la Banque durant l'année et pour la préparation des présentes assises.

2010 a été une année particulièrement riche en événements pour le continent africain, année au cours de laquelle l'importance que revêt la Banque africaine de développement pour les pays de la région a été démontrée à maintes reprises. La Banque a en effet apporté son appui au continent pour lui permettre de sortir de la crise financière mondiale en soutenant de saines politiques macroéconomiques et en fournissant en temps opportun une assistance, de concert avec d'autres partenaires au développement. Les événements des derniers mois en Afrique du Nord, au Soudan et en Côte d'Ivoire ont constitué pour la Banque des défis exceptionnels mais aussi des opportunités. Bien que les circonstances diffèrent d'un pays à un autre, il incombe à la Banque d'appuyer la stabilité économique à court terme, tout en contribuant à promouvoir les conditions d'une croissance soutenue et profitant davantage à tous.

Les changements historiques survenus en Tunisie et en Égypte mettent en évidence la nécessité de politiques et de structures de gouvernance propres à canaliser les fruits de la croissance vers tous les citoyens, plutôt que de concentrer les richesses entre les mains de certaines élites, mais aussi la nécessité de soutenir une création d'emplois tirée par le secteur privé. Les États-Unis se tiennent prêts à approfondir leur collaboration avec l'Afrique pour l'aider à répondre à ces besoins. Pour ce faire, nous travaillerons avec la Banque, les pays de la région, d'autres partenaires au développement, le secteur privé et la société civile en ce moment critique.

Nous continuerons également d'attendre de la Banque qu'elle contribue à répondre aux priorités de développement de l'Afrique, allant de l'investissement dans l'infrastructure régionale à l'adaptation au changement climatique et à l'atténuation

de ses effets, en passant par la sécurité alimentaire. Solidaires des efforts déployés par la Banque pour s'attaquer plus efficacement à ces questions, nous attendons également avec intérêt qu'elle poursuive la mise en œuvre de son solide programme d'action institutionnel.

## Afrique du Nord

L'Égypte et la Tunisie peuvent, moyennant un attachement constant à l'inclusion économique, à la transparence et à la réforme, devenir des pièces maîtresses d'une Afrique du Nord plus prospère et plus équitable. Comme l'a souligné le Président Obama en mai dernier, « le succès des transitions démocratiques est subordonné à l'expansion de la croissance et de la prospérité généralisée. » Aux côtés de la Banque mondiale, la Banque africaine de développement joue un rôle de premier plan parmi les banques multilatérales de développement pour accompagner ce processus.

Dans ce contexte :

- Nous soutenons fermement le Plan d'action commun des banques multilatérales de développement, au titre duquel la Banque africaine de développement et d'autres BMD concentrent leur action sur les domaines où elles ont un avantage comparatif et coordonnent étroitement leur appui à des politiques et des programmes de réforme endogènes.
- Nous appuyons la prompte initiative prise par la Banque africaine de développement, en étroite coopération avec d'autres institutions financières internationales, pour soutenir les réformes de la gouvernance économique en Tunisie. Nous attendons avec intérêt une assistance analogue, étroitement coordonnée, à l'endroit de l'Égypte. Ces contributions aideront à assurer la stabilisation économique et financière, améliorer la gouvernance et répondre aux revendications sociales relatives à l'amélioration des conditions de vie.
- Nous encourageons la Banque africaine de développement à approfondir ses efforts pour promouvoir des programmes destinés à renforcer l'écoute du citoyen et la responsabilité politique en Afrique du Nord.
- Nous nous félicitons du rôle de la Banque africaine de développement dans l'accompagnement de stratégies de croissance axées sur le secteur privé

en Afrique du Nord, qui favoriseront la création d'emplois et l'inclusion économique, plus particulièrement au profit des jeunes et des femmes.

### États fragiles et pays sortant de conflit

Les efforts intensifs déployés en faveur de l'indépendance du Sud-Soudan, de même que les turbulences résultant des élections en Côte d'Ivoire illustrent les défis auxquels se heurtent les interventions de la BAD dans les États fragiles et les pays sortant de conflit. La Facilité en faveur des États fragiles constitue un important instrument de financement dans ce type de situations. Et, d'une manière plus générale, le rôle de la BAD en qualité de mobilisateur, d'interlocuteur et de source de conseils spécialisés souligne l'importance primordiale que revêt l'institution pour aider à faire face aux nombreux défis qui se posent dans ces pays. Le travail de la Banque au Sud-Soudan et en Côte d'Ivoire sera crucial au cours des mois à venir, au moment où les nouveaux gouvernements cherchent à emprunter avec succès la voie de la croissance et du développement.

- Au moment où le Sud-Soudan se prépare à accéder à l'indépendance le mois prochain, la BAD a apporté un appui matériel à la transition vers un nouvel État souverain. Nous invitons la Banque à accélérer le processus d'adhésion du Sud-Soudan à la Banque. La Banque devrait poursuivre résolument son engagement auprès du nouveau pays à travers le dialogue, le développement des capacités et d'autres concours, en attendant l'aboutissement du processus d'adhésion.
- Le gouvernement des États-Unis attend avec intérêt la mise en œuvre pacifique et durable des engagements de l'Accord de paix global, y compris concernant la sécession du Sud-Soudan et Abyei, ainsi que les réformes sur le terrain au Darfour. Les récents événements à Abyei nous préoccupent et nous appelons les dirigeants du Nord et du Sud à régler le problème de manière pacifique, rapide et d'un commun accord. Nous restons attachés à la viabilité économique à long terme du Nord et du Sud. Le Nord devra faire face à des défis économiques majeurs lorsque le Sud accédera à l'indépendance. Il importera pour tous les bailleurs de fonds d'appuyer la croissance économique, source de prospérité dans les deux pays.
- En Côte d'Ivoire, nous saluons la récente investiture du Président Ouattara et nous nous réjouissons qu'il se soit engagé à assurer la sécurité et à répondre aux aspirations de tous les Ivoiriens. Nous apprécions à sa juste

valeur le rôle de chef de file que la BAD cherche à jouer en Côte d'Ivoire et rendons hommage au personnel et à la Direction pour les efforts inlassables déployés au cours des semaines passées en vue de rétablir les services de base, afin que les Ivoiriens sur toute l'étendue du territoire puissent profiter matériellement du retour à la paix et à la stabilité. Pour l'avenir, nous encourageons la Banque à œuvrer avec les autorités ivoiriennes pour renforcer la transparence dans les finances publiques et aider le pays à réaliser le niveau de croissance plus élevé, qui passe par la paix et la stabilité.

### Enjeux institutionnels de la BAD

Dans le cadre de la sixième augmentation générale du capital et de la reconstitution des ressources du Fonds africain de développement l'année dernière, la BAD a adopté un train de réformes historiques, qui vont améliorer les politiques opérationnelles et contribuer à la solidité financière pendant les années à venir. Compte tenu de l'ampleur et de l'ambition de ces engagements stratégiques, nous tenons à saluer les progrès importants déjà accomplis et à mettre en relief le travail qui reste à faire dans des domaines clés.

- Au moment où la Direction entame la définition d'une stratégie à long terme, nous l'encourageons à accorder l'attention voulue à une croissance et un développement profitant à tous, en privilégiant l'infrastructure, la gouvernance, le développement du secteur privé, l'enseignement supérieur et la formation. Par ailleurs, la Banque devrait intégrer le développement du secteur privé à toutes les opérations et veiller à ce que la gouvernance dépasse le seul cadre de l'appui budgétaire. Nous sommes favorables au maintien de l'intégration régionale, du changement climatique, de la sécurité alimentaire et de la parité homme-femme comme thèmes transversaux essentiels qui devraient être traités dans chacun des quatre domaines d'intervention stratégique.
- Les États-Unis vont continuer d'œuvrer en étroite collaboration avec la BAD en vue de promouvoir les initiatives d'intégration régionale, en particulier les priorités relatives à l'infrastructure régionale. Nous prenons acte des progrès qu'accomplissent les communautés économiques régionales en Afrique, en particulier la Communauté d'Afrique de l'Est, sur le front de l'intégration régionale. Nous les encourageons à continuer d'accorder leur attention et de consacrer des ressources aux priorités en matière d'infrastructure, qui sont au cœur de leurs stratégies d'intégration. Nous

nous félicitons des progrès accomplis par la Banque dans l'élaboration des documents de stratégie pour l'intégration régionale, notamment les fiches de performance en matière d'intégration qui aideront à établir des priorités dans les opérations régionales. Nous attendons avec intérêt de traduire plus rapidement ces documents dans les actes, en partenariat avec les pays membres régionaux et d'autres acteurs régionaux.

- Nous accueillons favorablement l'adoption, par la Banque, d'un modèle de revenu global. Il fournira un mécanisme cohérent permettant de verrouiller des ressources aux fins de transferts aux guichets concessionnels. Il favorisera également la viabilité financière grâce à l'adoption de décisions coordonnées sur l'accumulation des réserves, les niveaux de prêt, la tarification des prêts, et le budget administratif.
- Nous appuyons sans réserve les efforts de la Banque visant à consolider la gestion des risques, notamment la création d'un Comité du crédit et le repositionnement de la fonction de surveillance des risques. En définissant plus clairement son « appétit pour le risque », la Banque reconnaît la complexité des arbitrages qu'elle est appelée à faire pour accorder, de manière sélective, un appui aux investissements du secteur privé dans des économies fragiles, à risques et à faible revenu, tout en préservant son assise financière dans l'avenir.
- Le nouveau Cadre des résultats, défini à l'échelle de la Banque, est une étape importante dans la consolidation de la qualité et des objectifs de résultats de la Banque, et nous félicitons la Direction pour la diligence avec laquelle elle s'est employée à honorer cet engagement au titre de l'AGC. Dans ce contexte budgétaire difficile, la publication annuelle des résultats sera essentielle pour déterminer si le financement du développement octroyé par l'intermédiaire de la Banque permet d'obtenir un bon rapport qualité-prix.
- La Banque recueille en ce moment les observations du public sur le projet de sa politique de diffusion de l'information. Nous accueillons favorablement ce changement de politique vers une présomption de diffusion et une liste négative. Toutefois, le fait le plus important sera le changement à opérer dans la pratique, par le personnel de la Banque, afin que la publication de documents relatifs aux projets et aux politiques sur le site Web de la Banque devienne une pratique courante. De même, nous attendons avec intérêt la mise en œuvre complète de l'accord d'exclusion

mutuelle des banques multilatérales de développement, y compris la publication de la liste des personnes physiques et des entreprises sanctionnées.

- Dans les mois à venir, la Banque finalisera sa politique en matière d'énergie, la stratégie pour l'énergie et une série de notes d'orientation destinés à les rendre opérationnelles. Les États-Unis souhaitent que l'accès à l'énergie et à l'assistance énergétique soit renforcé pour favoriser le passage à des trajectoires de croissance à faible intensité de carbone. Dans les cas où les ressources en charbon constituent l'option la plus viable pour accroître cet accès, nous espérons voir la promotion des meilleures technologies disponibles et des engagements concrets visant à contrebalancer les émissions. Dans tous les cas, l'adhésion rigoureuse à un ensemble de politiques de protection environnementale et sociale actualisées est de mise.
- La Banque œuvre également à la mise en place d'une nouvelle politique destinée à orienter l'utilisation de prêts à l'appui de programmes (PBL). Ces prêts devaient être octroyés de manière sélective, principalement aux pays dotés de solides systèmes de contrôle fiduciaire et qui accordent une plus grande attention à l'évaluation de leur impact sur le développement. Les PBL ne devraient pas être présentés au Conseil en l'absence d'un programme convenu du Fonds monétaire international ou d'une lettre d'évaluation établissant l'existence d'un cadre macroéconomique sain, en particulier pour les pays fragiles.

Enfin, nous tenons à souligner l'importance que nous accordons à la nécessité de définir, pour la Banque, un horizon bien établi de planification à moyen terme afin qu'elle puisse poursuivre plus efficacement sa mission sur le continent. La stabilité à moyen terme est essentielle à la capacité de la Banque à recruter et à retenir un personnel compétent. Pour cette raison, nous appuyons fermement la proposition de prolongation pluriannuelle de la présence de l'Agence temporaire de relocalisation à Tunis. Un horizon de planification stable est particulièrement important aujourd'hui, au moment où nous nous préparons à investir d'importantes ressources à la Banque pour soutenir l'accroissement de ses activités de prêts tant du secteur public que du secteur privé.

Je vous remercie.